



EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY OF JUSTICE  
(CEPEJ)

SCHEME FOR EVALUATING JUDICIAL SYSTEMS 2009

Country: Moldova

National correspondent

First Name - Last Name: **GRIMALSCHI Lilia**  
Job title: **Chef de Direction**  
Organisation: **Ministère de la Justice**  
E-mail: **grimalschi@justice.gov.md**  
Phone Number : **+37369167266**

## 1. Demographic and economic data

### 1. 1. General information

#### 1. 1. 1. Inhabitants and economic information

##### 1) Number of inhabitants

3572703

##### 2) Total of annual State public expenditure / where appropriate, public expenditure at regional or federal entity level (in €)

	Amount
State level	1709894753
Regional / entity level	

##### 3) Per capita GDP (in €)

1151

##### 4) Average gross annual salary (in €)

1985

##### 5) Exchange rate from national currency (non-Euro zone) to € on 1 January 2009

#### Please indicate the sources for questions 1 to 4 and give comments concerning the interpretation of the figures supplied if appropriate:

- 1 - Bureau national de statistique
- 2 - Ministère des Finances
- 3, 4 - Ministère de l'Économie
- 5 - Banque Nationale de Moldova

Le nombre de la population ne comprend pas la population des districts de la partie gauche du Dniestr et du mun. Bender (région séparatiste – Transnistrie).

Le taux d'échange utilisé dans les données ci-dessus est le taux moyen de l'année 2008 de la Banque Nationale de Moldova, notamment 15,2916 MDL pour 1 Euro.

Taux de change de la monnaie nationale en Euro au 1er janvier 2009 - 14,7408 MDL pour 1 Euro.

### 1. 2. Budgetary data concerning judicial system

#### 1. 2. 1. Budget (courts, public prosecution, legal aid, fees)

##### 6) Total annual approved budget allocated to all courts (in €)

7521012

**7) Please specify**

La somme en question a inclu le budget alloué aux tribunaux de première instance, aux cours d'appel, à la Cour Suprême de Justice, ainsi qu'aux instances spécialisées commerciales et à l'Institut National de la Justice. Cette somme ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

**8) Does the approved budget of the courts include the following items? Please give for each item (or some of them) a specification of the amount concerned or indicate NA (not available) in case that the information cannot be supplied**

**Please provide comments to explain the data provided under question 8:**

Annual public budget allocated to (gross) salaries	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	5313253
Annual public budget allocated to computerisation (equipment, investments, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	182665
Annual public budget allocated to justice expenses	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	286677
Annual public budget allocated to court buildings (maintenance, operation costs)	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	1356535
Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	231097
Annual public budget allocated to training and education	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	90654
Other (please specify):	<input checked="" type="checkbox"/> Yes	60131

Comment :

**9) Has the annual public budget of the courts changed (increased or decreased) over the last five years?**

- Yes  
 No

If yes, please specify (i.e. provide an indication of the increase or decrease of the budget over the last five years:

2003 - 100%  
 2004 - 123%  
 2005 - 147%  
 2006 - 260%  
 2007 - 282%  
 2008 - 369%

**10) In general are litigants required to pay a court tax or fee to start a proceeding at a court of general jurisdiction:**

- for criminal cases?  
 for other than criminal cases?

If yes, are there exceptions? Please specify:



Selon l'article 85 du Code de procédure civile, adopté par la Loi n° 225-XV du 30/05/2003, sont exemptés de la taxe d'Etat au jugement des affaires civiles:

a) les requérants dans les actions:

- de réintégration au service, de revendication des montants de rétribution du travail et dans d'autres revendications liées aux rapports de travail ;
- découlant du droit d'auteur et des droits connexes, du droit des inventions, des desseins et modèles industriels, des types de plantes, des topographies des circuits intégrés, de même que des autres droits sur la propriété intellectuelle ;
- de l'encaissement de la pension de l'entretien ;
- de réparation du préjudice causé par lésion de l'intégrité corporelle ou par une autre lésion de la santé ou par décès ;
- de réparation du préjudice matériel causé par l'infraction ;
- de revendication de la réparation du préjudice causé par la pollution de l'environnement et l'utilisation irrationnelle des ressources naturelles ;
- de revendication des indemnités de protection sociale ;
- nés des rapports de contentieux administratif ;
- pour les saisines concernant la déclaration comme illégales des manifestations et des réunions non sanctionnées.

b) les citoyens de la République de Moldova – pour les demandes d'adoption ;

c) les mineurs – pour les demandes de défense de leurs droits ;

d) les personnes soumises aux répressions politiques – dans les affaires concernant les répressions ;

e) les avocats parlementaires - pour les demandes concernant la défense des intérêts des requérants dont les droits et les libertés constitutionnelles ont été violés ;

f) le procureur, les autorités publiques, les organisations et les personnes physiques qui, selon la loi, sont habilitées de déposer devant l'instance des demandes concernant la défense des droits, des libertés, et des intérêts légitimes de certaines personnes ou concernant la défense des intérêts de l'Etat ou de la société et d'introduire des demandes en contestation des jugements des instances judiciaires ;

g) les organes des affaires internes et le Centre de Lutte contre les Crimes Economiques et la Corruption - en revendication de la compensation des dépenses de poursuite des personnes s'esquivant du paiement des pensions d'entretien, de la réparation du préjudice causé par lésion de l'intégrité corporelle ou par une autre lésion de la santé ou par décès, du paiement des impôts et des autres obligations au budget de l'Etat, de la compensation des dépenses de recherche du débiteur et de ses biens ou de l'enfant repris du débiteur en vertu d'une décision judiciaire, de même que des dépenses de garde des biens repris du débiteur et mis sous scellé et des biens du débiteur évacué du logement ;

h) les institutions d'assistance sociale - dans les actions de régresse contre celui ayant causé le préjudice, pour l'encaissement du celui-ci des aides et de la pension étant acquittées à la personne préjudiciée ou aux membres de sa famille ;

i) les autorités publiques centrales, les organes centraux de spécialité de l'administration publique, la Cour des Comptes et les organes leur soumis, financés du budget de l'Etat ainsi que les autorités de l'administration publique locale - lors de l'introduction des actions et des contestations des arrêts des instances judiciaires y compris dans les affaires examinées dans le cadre de la procédure de contentieux administratif sans différence de leur qualité procédurale ;

j) l'Agence d'Etat pour la Protection de la Propriété Intellectuelle - dans le cas de ses contestations des arrêts et décisions concernant la procédure de l'enregistrement des objectifs de propriété intellectuelle ;

k) les organisations sociales des invalides, les institutions, les entreprises et les associations d'instruction et de production des invalides- dans toutes les actions et pour toutes leurs demandes ;

l) les parties - dans les litiges concernant la réparation du préjudice causé par condamnation illégale, traduction illégale à la responsabilité pénale par l'application illégale de la mesure préventive sous la forme de l'arrêt préventif ou sous la forme de l'imposition de l'engagement par écrit de ne pas quitter la localité ou par l'application illégale de la sanction administrative l'arrêt ;

m) les participants au procès - pour leurs plaintes contre les conclusions judiciaires;

n) les parties - dans les affaires en révision des jugements ;

o) La Compagnie Nationale d'Assurance Médicales et ses agences territoriales (de

branche) – dans les actions engagées contre les personnes physiques et juridiques qui s'esquivent du paiement des primes d'assurances obligatoire d'assistance médicale; dans les actions engagées contre les prêteurs des services médicaux ou du personnel médical, en vue de la compensation matérielle du préjudice causé à la santé des personnes assurée de leur faute; dans les actions engagées contre les personnes physiques et juridiques responsables pour le préjudice causé à la santé de la personne assurée et dans les actions en régresse.

(2) Peuvent être établies par la loi et d'autres cas d'exemption des parties du paiement de la taxe d'Etat.

(3) La délivrance, sur demande, des copies des actes judiciaires pour les participants au procès est faite sans le paiement de la taxe d'Etat. La délivrance répétée des copies du même acte est soumise à la taxe d'Etat.

(4) En fonction de la situation matérielle, la personne physique peut être exemptée par le juge (par l'instance de jugement) du paiement de la taxe d'Etat ou du paiement d'une de ses parties.

**11) If yes, please specify the annual income of court fees (or taxes) received by the State (in Euros)**

2439444

**12) Total annual approved budget allocated to the whole justice system (in €)**

**Please provide information concerning the budgetary elements that included in the whole justice system budget:**

.  Amount 35686050

Comment :

La somme en question a inclu le budget alloué pour les autorités suivantes: le Ministère de la Justice, la Cour Supreme de Justice, les Cours d'Appel, les tribunaux, le Département d'Exécution, le Parquet, le Notariat, la Cour Constitutionnelle, le Conseil Supérieur de la Magistrature, l'Institut National de la Justice, le Département des Etablissements Pénitentiaires. Cette somme ne comprend pas le budget alloué au tribunal militaire.

**13) Total annual approved public budget allocated to legal aid (in €)**

**Please provide comments to explain the figure provided under question 13:**

.  Amount 251118

Comment :

**14) If possible, please specify (if no data is available (NA) or if it does not apply to your system (NAP) please indicate it with the relevant abbreviation):**

	Annual public budget allocated to legal aid in criminal law cases	Annual public budget allocated to legal aid in non criminal law cases
Amount	251118	

Comment :

**15) Is the public budget allocated to legal aid included in the court budget ?**

Yes No**16) Total annual approved public budget allocated to the public prosecution system (in €)****Please provide comments to explain the figure provided under question 16:** Amount 5256788

Comment :

**17) Is the budget allocated to the public prosecution included in the court budget?** Yes No**18) Authorities formally responsible for the budget allocated to the courts:**

	Preparation of the total court budget	Adoption of the total court budget	Management and allocation of the budget among the individual courts	Evaluation of the use of the budget at a national level
Ministry of Justice	Yes	No	Yes	No
Other ministry	No	No	No	Yes
Parliament	No	Yes	No	No
Supreme Court	No	No	No	No
Judicial Council	Yes	No	No	No
Courts	Yes	No	No	No
Inspection body	No	No	No	No
Other	No	No	No	No

**19) If other Ministry and/or inspection body and/or other, please specify (in regards to question 18):**

Le Ministère des Finances évalue l'utilisation du budget au niveau national.

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your budgetary system and the main reforms that have been implemented over the last two years
- if available an organisation scheme with a description of the competencies of the different authorities responsible for the budget process

Les procédures budgétaires s'inscrivent dans le schéma suivant:

Après l'élaboration du projet du budget les tribunaux remettent le projet au Ministère de la Justice, ensuite le Ministère de la Justice ensemble avec le Conseil Supérieur de la Magistrature coordonne les données et les font remettre au Ministère des Finances pour obtenir l'avis. Après que toutes les propositions et suggestions soient introduites dans le projet, le projet est remis aux fins de son approbation au Gouvernement. Après, ce projet est remis au Parlement aux fins de son adoption.



**Please indicate the sources for answering the questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 and 16.**

6 - Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire), Cour Supreme de Justice, Institut National de la Justice

8 - Ministère de la Justice

11 - Ministère des Finances

12, 13, 14 - Ministère de la Justice

16 - Parquet Général

## 2. Access to Justice and to all courts

### 2. 1. Legal aid

#### 2. 1. 1. Principles

#### 20) Does legal aid concerns:

	Criminal cases	Other than criminal cases
Representation in court	Yes	Yes
Legal advice	Yes	No
Other	Yes	No

#### 21) If other, please specify (in regards to question 20):

Représentation et/ou défense devant les organes de poursuite pénale. Dans les affaires autres que celles pénales l'aide judiciaire est octroyée dans les cas de limitation de la personne dans sa capacité d'exercice ou en cas de la déclaration de son incapacité, ainsi qu'en cas d'examen de l'internement de la personne dans une institution de psychiatrie (art. 304 et 316 du Code de procédure civile).

#### 22) Does legal aid foresee the covering or the exoneration of court fees?

- Yes  
 No

If yes, please specify:

#### 23) Can legal aid be granted for the fees that are related to the execution of judicial decisions?

- Yes  
 No

#### 24) Number of cases granted with legal aid provided by (national, regional, local) public authorities (if no data is available (NA) or if it does not apply to your system (NAP) please indicate it with the relevant abbreviation):

	Number
Total	4491
in criminal cases	4491
Other than criminal cases	

Comment :

Le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique indiqué ci-dessus comprend seulement la période du 1er juillet 2008, date de l'entrée en vigueur de la loi sur l'assistance juridique garantie par l'Etat, jusqu'au 31 décembre 2008. Les données concernant le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire avant l'entrée en vigueur de la loi sur l'assistance judiciaire garantie par

l'Etat ne sont pas disponibles.

**25) In a criminal case, can any individual who does not have sufficient financial means be assisted by a free of charge (or financed by public budget) lawyer?**

- Yes  
 No

**26) Does your country have an income and asset test for granting legal aid:**

	Yes	Amount in €
for criminal cases	Oui	
for other than criminal cases?		

Comment :

L'assistance juridique qualifiée est octroyée aux personnes dont le revenu mensuel moyen est inférieur au niveau minimum d'existence sur habitant du pays. Pour évaluer le revenu du demandeur d'assistance juridique garantie par l'Etat est prise en considération la moyenne mensuelle des revenus et des gains obtenus pendant les 6 derniers mois précédant le mois du dépôt de la demande.

Lorsque la personne a besoin d'une assistance juridique d'urgence dans le cas d'une garde à vue dans le procès pénal ou d'une procédure contraventionnelle ou lorsque la participation du défenseur s'avère obligatoire dans le procès pénal ou civil, l'assistance juridique qualifiée est accordée sans considération du niveau des revenus de la personne.

**27) In other than criminal cases, is it possible to refuse legal aid for lack of merit of the case (for example for frivolous action)?**

NAP

**28) If yes, is the decision for granting or refusing legal aid taken by:**

- the court?  
 an authority external to the court?  
 a mixed decision-making authority (court and external)?

**29) Is there a private system of legal expense insurance enabling individuals to finance court proceedings?**

- Yes  
 No

Please specify:

**30) Do judicial decisions have an impact on who bears the legal costs which are paid by the parties during the procedure in:**

--	--

criminal cases?	No
other than criminal cases?	Yes

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your legal aid system and the main reforms that have been implemented over the last two years

Concernant le point 30 il est à mentionner que selon l'article 94 du Code de procédure civile adopté par la Loi n°225-XV du 30/05/2003, l'instance de jugement oblige la partie ayant perdue le procès de payer à la partie ayant obtenue gain de cause tous les frais en justice. Si l'action du requérant a été partiellement recevable alors on lui fait compenser les frais en justice proportionnellement à la partie déclarée recevable des allégations et au défendeur- proportionnellement à la partie rejetée des allégations du requérant. Dans les affaires pénales, les frais de justice sont supportées par l'Etat et les parties ne sont pas obligées à payer les frais de justice.

**Please indicate the sources for answering the questions 24 and 26**

Ministère de la Justice

## 2. 2. Users of the courts and victims

### 2. 2. 1. Rights of the users and victims

**31) Are there official internet sites/portals (e.g. Ministry of Justice, etc.) for the following, which the general public may have free of charge access to:**

- |   |   |                                   |
|---|---|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> legal texts (e.g. codes, laws, regulations, etc.)? Internet address(es): | <input checked="" type="checkbox"/> Yes | www.justice.md                    |
| <input type="checkbox"/> case-law of the higher court/s? Internet address(es):                    | <input checked="" type="checkbox"/> Yes | www.csj.md                        |
| <input type="checkbox"/> other documents (for examples forms)? Internet address(es):              | <input checked="" type="checkbox"/> Yes | www.justice.gov.md,<br>www.csj.md |

**32) Is there an obligation to provide information to the parties concerning the foreseeable timeframe of the proceeding?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

**33) Is there a public and free-of-charge specific information system to inform and to help victims of crimes?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

Pour les victimes du trafic d'êtres humains, un numéro de téléphone spécial à accès gratuit a été mis en place et une campagne publicitaire dans la mass-média a été déroulée afin de sensibiliser la société.

**34) Are there special favourable arrangements to be applied, during judicial proceedings, to the following categories of vulnerable persons:**

	Information mechanism	Hearing modalities	Procedural rights	Other
Victims of rape	No	Yes	Yes	No
Victims of terrorism	No	No	No	No
Children/Witnesses/Victims	No	Yes	Yes	No
Victims of domestic violence	No	No	Yes	No
Ethnic minorities	No	No	No	No
Disabled persons	No	Yes	Yes	No
Juvenile offenders	No	Yes	Yes	No
Other	No	No	No	No

Comment :

**35) Does your country have a compensation procedure for victims of crimes?**

- Yes  
 No

**36) If yes, does this compensation procedure consist in:**

- a public fund?  
 a court decision?  
 a private fund?

If yes, which kind of cases does this procedure concern?

**37) Are there studies to evaluate the recovery rate of the compensation awarded by courts to victims?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

**38) Is there a specific role for the public prosecutor with respect to the (protection of the position and assistance of) victims?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

Selon la Loi sur la prévention et la lutte contre le trafic d'êtres humains, le Procureur assure au cours de la poursuite pénale la protection et l'assistance aux victimes du trafic.

**39) Do victims of crimes have the right to contest to a decision of the public prosecution to discontinue a case?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

Selon l'article 313 du Code de procédure pénale, la plainte portant sur les actions du Procureur peuvent être adressées au Procureur hiérarchiquement supérieur, et en cas de désaccord, au juge d'instruction dans le délai de 10 jours à compter du jour de la notification de la réponse du Procureur hiérarchiquement supérieur ou de l'expiration de la date limite pour cette réponse.

2. 2. 2. Confidence of citizens in their justice system

**40) Is there a system for compensating users in the following circumstances:**

- excessive length of proceedings?  
 non execution of court decisions?  
 wrongful arrest?  
 wrongful condemnation?

If yes, please specify (fund, daily tariff):

Les dispositions de la Loi n°1545-XIII du 25/02/1998 concernant la modalité de réparation du préjudice causé par les actions illicites des organes de poursuite pénale, de la procuratoura et des instances judiciaires réglemente les cas et la modalité de détermination des quantum des montants réparables. Le tarif quotidien n'est pas spécifié de façon expresse.

Les articles 243 et 246 du Code de procédure civile disposent que lorsque l'instance judiciaire prononce l'arrêt en encaissement d'une somme d'argent ou en ad jugement d'un bien en nature, elle consigne aussi l'intérêt de retard déterminée en conformité avec l'art. 619 du Code civil, que le débiteur doit acquitter même en absence de la culpabilité lorsqu'il n'exécute pas l'arrêt dans un délai de 90 jours à partir de la date où il est rendu définitif.

**41) Does your country have surveys aimed at users or legal professionals (judges, lawyers, officials, etc.) to measure their trust and/or satisfaction (with the services delivered by the judiciary system)?**

- (Satisfaction) surveys aimed at judges  
 (Satisfaction) surveys aimed at court staff  
 (Satisfaction) surveys aimed at public prosecutors  
 (Satisfaction) surveys aimed at lawyers  
 (Satisfaction) surveys aimed at citizens (visitors of the court)  
 (Satisfaction) surveys aimed at other clients of the courts

If possible, please specify their titles, how to find these surveys, etc:

Raportul de cercetare statistică privind riscul corupției în sistemul judecătoresc (februarie 2008), sondaj în rândul judecătorilor;  
 Raportul de cercetare statistică privind riscul corupției în sistemul judecătoresc (aprilie – iunie 2008), sondaj în rândul judecătorilor;  
 - Raportul de cercetare statistică privind riscul corupției în sistemul judecătoresc (iulie– septembrie 2008), sondaj în rândul procurorilor și avocaților.  
 Ces rapports ont été réalisés par la voie des sondages/enquêtes élaborés par l'Agence pour le Soutien de l'Enseignement Juridique et des Organes de Droit „EX LEGE”; et sont disponibles sur le liens suivant: <http://agexlege.wordpress.com/>

**42) If possible, please specify:**

	Yes (surveys at a regular interval: for example annual)	Yes (incidental surveys)
Surveys at national level	No	Yes
Surveys at court level	No	No

**43) Is there a national or local procedure for making complaints about the functioning (for example the treatment of a case by a judge or the duration of a proceeding) of the judicial system?**

Yes

No

**44) If yes, please specify:**

**Please give elements of information concerning the efficiency of this complaint procedure:**

	Time limit to respond (Yes)	Time limit for dealing with the complaint (Yes)
Court concerned	No	No
Higher court	Yes	Yes
Ministry of Justice	No	No
High Council of the Judiciary	Yes	Yes
Other external organisations (e.g. Ombudsman)	No	No

Comment :

### 3. Organisation of the court system

#### 3. 1. Functioning

##### 3. 1. 1. Courts

**45) Number of courts considered as legal entities (administrative structures) and geographic locations (please, complete the table. If no data is available (NA) or if it does not apply to your system (NAP) please indicate it with the relevant abbreviation.**

	Total number
First instance courts of general jurisdiction	46
Specialised first instance Courts (legal entities)	2
All the Courts (geographic locations) * (this includes Supreme Courts and/or High Courts)	55

**46) Please specify the different areas of specialisation (and, if possible, the number of courts concerned):**

Tribunal militaire – 1

Tribunal économique de circonscription -1

Le nombre de tous les tribunaux 55 inclut les tribunaux de Ière degré (46 de droit commun, 2 spécialisés), les cours d'appel (tribunaux de IIème degré - 5 de droit commun et 1 économique) et la Cour Suprême de Justice.

**47) Is there a change in the structure in the courts foreseen (for example a reduction of the number of courts (geographic locations) or a change in the powers of courts)?**

Yes

No

If yes, please specify:

**48) Number of first instance courts competent for a case concerning (if no data is available (NA) or if it does not apply to your system (NAP) please indicate it with the relevant abbreviation):**

	Number
a debt collection for small claims	47
a dismissal	46
a robbery	47

**Please specify what is meant by small claims in your country (answer only if the definition has been changed since the previous evaluation cycle):**

**Please indicate the sources for answering the questions 45 and 48:**



A la réponse n° 45 - la loi nr. 514-XIII du 06.07.1995 sur l'organisation judiciaire

A la réponse n° 48 - la loi nr. 514-XIII du 06.07.1995 sur l'organisation judiciaire; le Code de procédure pénale et le Code de procédure civile.

### 3. 1. 2. Judges, courts staff

**49) Number of professional judges sitting in courts (please give the information in full time equivalent and for permanent posts; if there is no data please indicate this with NA)**

**Please provide comments to explain the answer under question 49:**

Number  . 460

Comment :

**50) Number of professional judges sitting in courts on an occasional basis and who are paid as such:**

	Number
gross figure	NAP
if possible, in full time equivalent	

**51) Please provide comments to explain the answer under question 50:**

Dans le système judiciaire de la République de Moldova, il n'existe pas des juges professionnels exerçant à titre occasionnel.

**52) Is there in the legal system non-professional judges (including lay judges and excluding jurees) who are not remunerated but who can possibly receive a simple defrayal of costs? (Please indicate NA if no figures are available).**

**Please provide comments to explain the answer under question 52:**

	Yes	Number
Do you have non-professional judges?	NAP	

Comment :

Dans le système judiciaire de la République de Moldova, il n'existe pas des juges non professionnels et non rémunérés.

**53) Does your judicial system include trial by jury with the participation of citizens?**

- Yes  
 No

If yes, for which type of case(s)?

**54) If possible, indicate the number of citizens who were involved in such juries for the year of reference?**

NAP

**55) Number of non-judge staff who are working in courts (in full time equivalent and for permanent posts). Please indicate NA if no figures are available.**

**Please provide comments to explain the answer under question 55:**

Number  . 1635

Comment :

Le nombre du personnel non juge ne comprend pas le personnel du tribunal militaire.

**56) If possible, could you distribute this staff according to the 4 following categories. If no data is available (NA) or if it does not apply to your system (NAP) please indicate it with the relevant abbreviation).**

- non-judge staff (Rechtspfleger or similar bodies), with judicial or quasi-judicial tasks having autonomous competence and whose decisions could be subject to appeal  Yes
- non-judge staff whose task is to assist the judges (case file preparation, assistance during the hearing, keeping the minutes of the meetings, helping to prepare the decisions) such as registrars  Yes 973
- staff in charge of different administrative tasks as well as of the management of the courts (human resources management, material and equipment management, including computer systems, financial and budgetary management, training management)  Yes 202
- technical staff  Yes 460

Comment :

**57) If there are Rechtspfleger (or similar bodies) in your judicial system, please describe briefly their status and functions:**

### 3. 1. 3. Prosecutors

**58) Number of public prosecutors (in full time equivalent and for permanent posts). If there is no data available please indicate it (NA).**

Number  . 770

Comment :

**59) Do any other persons have similar duties as public prosecutors?**

Yes

No

If yes, please specify:

**60) Number of staff (non prosecutors) attached to the public prosecution service (in full time equivalent and for permanent posts). If there is no data available please indicate it (NA).**

**Please provide comments to explain the answer under question 60:**

Number



773

Comment :

### 3. 1. 4. Court budget and new technologies

**61) Who is entrusted with the individual court budget?**

	Preparation of the budget	Arbitration and allocation	Day to day management of the budget	Evaluation and control of the use of the budget
Management Board	No	No	No	No
Court President	Yes	Yes	Yes	Yes
Court administrative director	No	No	No	No
Head of the court clerk office	No	No	No	No
Other	No	No	No	No

**62) You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned above
- if available an organisation scheme with a description of the competencies of the different authorities responsible for the budget process in the court

**63) For direct assistance to the judge/court clerk, what are the computer facilities used within the courts?**

	100% of courts	+50% of courts	-50% of courts	-10% of courts
Word processing	Yes	No	No	No
Electronic data base of jurisprudence	Yes	No	No	No
Electronic files	No	No	No	Yes
E-mail	No	No	Yes	No
Internet connection	No	Yes	No	No

**64) For administration and management, what are the computer facilities used within the courts?**

	100% of courts	+50% of courts	-50% of courts	-10% of courts
Case registration				

system	No	No	No	Yes
Court management information system	No	No	No	Yes
Financial information system	No	No	No	Yes

**65) For the communication between the court and the parties, what are the computer facilities used within the courts?**

	100% of courts	+50% of courts	-50% of courts	-10% of courts
Electronic web forms	No	No	No	Yes
Special Website	No	No	Yes	No
Other electronic communication facilities	No	No	No	Yes

**66) Is there a centralised institution which is responsible for collecting statistical data regarding the functioning of the courts and judiciary?**

- Yes  
 No

If yes, please specify the name and the address of this institution:

Conseil Supérieur de la Magistrature, mun. Chisinau, rue  
Kogalniceanu n° 70, MD 2009

Ministère de la Justice (Département de l'administration judiciaire), mun. Chisinau, bd  
Stefan cel Mare n° 124 B.

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your judicial system and the main reforms that has been implemented over the last two years

### 3. 2. Monitoring and evaluation

#### 3. 2. 1. Monitoring and evaluation

**67) Are the courts required to prepare an annual activity report?**

- Yes  
 No

**68) Do you have a regular monitoring system of court activities concerning the**

- number of incoming cases?  
 number of decisions?  
 number of postponed cases?  
 length of proceedings (timeframes)?  
 other?

Please specify:

**69) Do you have a regular system to evaluate the performance of each court?**

- Yes  
 No

Please specify:

**70) Concerning court activities, have you defined performance indicators (if no, go to question 72)?**

- Yes  
 No

**71) Please select the 4 main performance and quality indicators that is used for a proper functioning of courts:**

- incoming cases  
 length of proceedings (timeframes)  
 closed cases  
 pending cases and backlogs  
 productivity of judges and court staff  
 percentage of cases that are treated by a single sitting judge  
 enforcement of penal decisions  
 satisfaction of employees of the courts  
 satisfaction of clients (regarding the services delivered by the courts)  
 judicial quality and organisational quality of the courts  
 costs of the judicial procedures  
 other:

Please specify:

**72) Are there performance targets defined for individual judges (if no go to question 74) ?**

- Yes  
 No

**73) Please specify who is responsible for setting the targets:**

- executive power (for example the ministry of Justice)?  
 legislative power  
 judicial power (for example a High Judicial Council or a Higher Court)

other

If other, please specify:

**74) Are there performance targets defined at the level of the courts (if no go to question 77)?**

Yes

No

**75) Please specify who is responsible for setting the targets:**

executive power (for example the ministry of Justice)?

legislative power

judicial power (for example a High Judicial Council or a Higher Court)

other

If other, please specify:

**76) Please specify the main targets applied**

**77) Which authority is responsible for the evaluation of the performances of the courts:**

High Council of judiciary

Ministry of justice

inspection authority

Supreme Court

external audit body

other

If other, Please specify:

**78) Are there quality standards (organisational quality and/or judicial quality policy) formulated for the courts (existence of a quality system for the judiciary)?**

Yes

No

If yes, please specify:

**79) Do you have specialised court staff which is entrusted with quality policy and/or quality systems for the judiciary?**

Yes

No

**80) Is there a system which measures the backlogs and which detects the cases not processed within a reasonable timeframe for:**

- civil cases?
- criminal cases?
- administrative cases?

**81) Do you have a way of analysing waiting time during court procedures?**

- Yes
- No

If yes, please specify:

**82) Is there a system to evaluate the functioning of courts on the basis of an evaluation plan (timetable for visits) agreed a priori?**

- Yes
- No

Please specify (including an indication of the frequency of the evaluation):

**83) Is there a system for monitoring and evaluating the functioning of the prosecution services?**

- Yes
- No

If yes, please specify:

Evaluation de l'activité – mensuelle, trimestrielle, par semestre, annuellement.

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your court monitoring and evaluation system

## 4. Fair trial

### 4. 1. Principles

#### 4. 1. 1. General principles

**84) What is the percentage of judgements in first instance criminal cases in which the suspect is not attending in person or not represented by a legal professional (i.e. lawyer) during a court session (in absentia judgements)? If no data is available (NA) or if it does not apply to your system (NAP) please indicate it with the relevant abbreviation).**

NA

**85) Is there a procedure to effectively challenge a judge if a party considers that the judge is not impartial?**

Yes

No

If possible, number of successful challenges (in a year):

NA

**86) Please give the following data concerning the number of cases regarding Article 6 of the European Convention of Human Rights (on duration and non-execution), for the year of reference. If there is no data available, please indicate it (NA).**

	Cases declared inadmissible by the Court	Friendly settlements	Judgements establishing a violation	Judgements establishing a non violation
Civil proceedings - Article 6§1 (duration)	-	1	3	-
Civil proceedings - Article 6§1 (non-execution)	2	14	7	-
Criminal proceedings - Article 6§1 (duration)	-	1	-	-

### 4. 2. Timeframes of proceedings

#### 4. 2. 1. General information

**87) Are there specific procedures for urgent matters as regards:**

civil cases?

criminal cases?

administrative cases?

Please specify:



Au sens de l'article 20 du Code de procédure pénale, la poursuite pénale et le jugement des affaires pénales mettant en accusation des soupçonnés, des accusés, des inculpés en arrêt préventif, de même que des mineures, sont effectués d'urgence et de façon préférentielle.

Au terme de l'article 544 du Code de procédure pénale, la demande d'extradition à l'égard d'une personne arrêtée est examinée d'urgence et de façon prioritaire.

Au sens de l'article 192 du Code de procédure civile, les affaires sur l'encaissement de la pension d'entretien, de la défense des droits et des intérêts du mineur, de la réparation du préjudice causé suite à la lésion de l'intégrité corporelle ou par autre lésion de la santé ou par le décès, les litiges du travail, la contestation des actes normatifs, des décisions, des actions ou inactions des autorités publiques, des autres organe et organisations, des personnes officielles et des fonctionnaires publics, sont jugées d'urgence et de façon prioritaire.

**88) Are there simplified procedures for:**

- civil cases (small claims)?
- criminal cases (petty offences)?
- administrative cases?

Please specify (for example if you have introduced a new law on simplified procedures):

Conformément à l'article 344 du Code de procédure civile, la procédure en ordonnance (la procédure simplifiée) est effectuée par le biais d'une ordonnance judiciaire unipersonnelle émise par le juge en vertu des pièces produites par le créancier relativement à l'encaissement des sommes d'argent ou la revendication des biens mobilières du débiteur dans les prétentions spécifiées à l'article 345.

Article 345. Les prétentions en vertu desquels une ordonnance judiciaires est émise L'ordonnance judiciaire est émise lorsque la prétention:

- a) dérive d'une acte juridique authentifié par voie notariale,
- b) résulte d'un acte juridique conclu dans un simple écrit alors que la loi n'en dispose autrement,
- c) est fondée sur le proteste de la traite sur le non acquittement, non acceptation ou l'absence de date de l'accord authentifié par voie notariale,
- d) tient de l'encaissement de la pension d'entretien de l'enfant mineur qui ne nécessite pas d'établir la paternité, la contestation de la paternité (maternité) ou l'inclusion dans le procès des autres personnes intéressées,
- e) vise la perception du salaire ou des droits calculés mis non acquittés au salarié,
- f) est introduite par l'organe de police, l'organe fiscal ou de l'organe d'exécution des actes judiciaires concernant l'encaissement des dépenses afférentes aux recherches du défendeur ou du débiteur ou de ses biens ou de l'enfant repris du débiteur en vertu d'un arrêt judiciaire, de même que des dépenses liés à la garde des biens séquestrés du débiteur et des biens du débiteur évacué du logement,
- g) résulte de l'achat en crédit ou l'octroi en leasing de certains biens,
- h) résulte de la non restitution des livres pris à la bibliothèque,
- i) découle du fait que l'agent économique n'a pas honoré sa dette envers le Fond Social,
- j) résulte des sommes restantes de l'impôt ou de l'assurance sociale d'état,
- k) poursuit la dépossession et la vente forcée de l'objet du gage (bien mobilière ou immobilière).
- l) résulte de la non acquittement par les personnes physiques et morales des primes d'assurance obligatoire de l'assistance médicale.

En vertu de l'article 545 du Code de procédure pénale, la demande de l'autorité compétente de l'Etat étranger d'extrader une personne ou de la mettre en arrêt provisoire aux fins de l'extradition on peut accorder l'extradition du citoyen étranger ou de l'apatride à l'égard duquel un mandat d'arrêt pour l'extradition a été délivré, sans poursuivre la procédure formelle d'extradition lorsque la personne consent la procédure de l'extradition simplifiée et que son consentement est confirmé par l'instance de jugement.

**89) Do courts and lawyers have the possibility to conclude agreements on the modalities for processing cases (presentation of files, decisions on timeframes for lawyers to submit their conclusions and on dates of hearings)?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

Il est toujours possible de convenir en séance judiciaire les dates des audiences suivantes.

**4. 2. 2. Penal, civil and administrative law cases**

**90) Total number of cases in the first instance courts (litigious and non-litigious): please complete the table. If the data are not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

	Pending cases on 1 Jan. '08	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '08

Total of civil, commercial and administrative law cases (litigious and non litigious)*	10627	66848	63411	14064
1 Civil (and commercial) litigious cases*	9229	61427	58007	12649
2 Civil (and commercial) non-litigious cases*				
3 Enforcement cases				
4 Land registry cases**				
5 Business register cases**				
6 Administrative law cases	1398	5421	5404	1415
7 Other				
Total criminal cases (8+9)	1773	9912	9808	1877
8 Criminal cases (severe criminal offences)				
9 Misdemeanour and / or minor offences cases				

**91) Comments (including an indication of the cases that are included in the total figures of civil, commercial and administrative law case and types of criminal law cases - definition of misdemeanour cases, minor offences and severe criminal cases):**

Selon l'article 16 du Code pénal, les infractions sont classifiées comme suit:

infractions légères - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 2 ans;  
 infractions moins graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 5 ans;

infractions graves - les faits pénaux punis d'une peine privative de liberté allant jusqu'à 15 ans;  
 infractions extrêmement graves - les faits pénaux intentionnels punis d'une peine privative de liberté excédant 15 ans;

infractions exceptionnellement graves - les faits pénaux intentionnels punis avec réclusion à perpétuité.

**92) Total number of cases in the second instance (appeal) courts (litigious and non-litigious): please complete the table. If the data are not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations).**

**\* Please indicate (in the comments below) which types of cases are included in the total figures of civil, commercial and administrative law cases.**

**\*\* if applicable**

**Please check the consistency of data as mentioned under question 91.**

**Comments (including an indication of the cases that are included in the total figures of civil, commercial and administrative law case and types of criminal law cases and possibly the existence of appeal rates for some case categories):**

Total of civil, commercial and administrative law cases (litigious and non-litigious)*	1770	9686	9941	1515
1 Civil (and commercial) litigious cases*	1553	6616	6916	1253
2 Civil (and commercial) non-litigious cases*				

3 Enforcement cases				
4 Land registry cases**				
5 Business register cases**				
6 Administrative law cases	217	3070	3025	262
7 Other				
Total criminal cases (8+9)	270	2117	2144	243
8 Criminal cases (Severe criminal offences)				
9 Misdemeanour and/or minor offences cases				

Comment :

**93) Total number of cases in the highest instance courts (litigious and non-litigious): please complete the table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**\* Please indicate (in the comments below) which types of cases are included in the total figures of civil, commercial and administrative law cases.**

**\*\* if applicable**

**Please check the consistency of data as mentioned under question 88.**

**Comments (including an indication of the cases that are included in the total figures of civil, commercial and administrative law case and on possible limitations to the appeal to the highest instance court):**

	Pending cases on 1 Jan. '08	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Dec. '08
Total of civil, commercial and administrative law cases* (litigious and non-litigious)	365	5648	5470	543
1 Civil (and commercial) litigious cases*	256	3293	3180	369
2 Civil (and commercial) non-litigious cases*				
3 Enforcement cases				
4 Land registry cases**				
5 Business register cases**				
6 Administrative law cases	109	2355	2290	174
7 Other				
Total criminal cases (8+9)	513	2842	2899	456
8 Criminal cases (severe criminal offences)				
9 Misdemeanour cases (minor offences)				

Comment :

**94) Number of litigious divorce cases, employment dismissal cases, robbery cases and intentional homicide cases received and treated by first instance courts: please complete the table. If the data are not available (NA) or not applicable (NAP) please**

indicate it in the table with the relevant abbreviations.

	Pending cases on 1 Jan. '08	Incoming cases	Resolved cases	Pending cases on 31 Jan. '08
Litigious divorce cases*	1293	13425	13157	1561
Employment dismissal cases*	60	426	373	113
Robbery cases	32	145	136	41
Intentional homicide	50	201	186	65

**95) Average length of proceeding (from the date of lodging of court proceedings) in days, number of pending cases more than 3 years and percentage of cases subject to appeal: please complete the table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 92:**

	% of decisions subject to appeal	% pending cases more than 3 years	1st instance (average length)	2d instance (average length)	Total procedure (average total length)
Litigious divorce cases*	1,4	0	NA	NA	NA
Employment dismissal cases*	58,9	0	NA	NA	NA
Robbery cases	NA	0	NA	NA	NA
Intentional homicide	NA	1	NA	NA	NA

Comment :

**96) Where appropriate, please specify the specific procedure as regards (litigious and non-litigious) divorce:**

**97) How is the length of proceedings calculated for the four case categories? Please give a description of the calculation method.**

**98) Please describe the role and powers of the prosecutor in the criminal procedure (multiple options are possible):**

- to conduct or supervise police investigation
- to conduct investigation
- when necessary, to demand investigation measures from the judge
- to charge
- to present the case in the court
- to propose a sentence to the judge
- to appeal
- to supervise enforcement procedure
- to end the case by dropping it without the need for a judicial decision
- to end the case by imposing or negotiating a penalty without a judicial decision
- other significant powers

Please specify:

**99) Does the prosecutor also have a role in civil and/or administrative cases?**

- Yes  
 No

Please specify:

Dans le cadre de la procédure civile, le procureur participe à l'examen de l'affaire civile en première instance si c'est lui-même celui ayant initié le procès, dans l'intérêt d'une ou plusieurs personnes vulnérables en raison de l'âge, état de santé, etc. Le procureur peut également agir pour la défense des intérêts de l'Etat ou d'un intérêt général de la société, dans les cas prévus par la loi (article 71 du Code de procédure civile). Selon l'article 237 du Code des contraventions administratives, le procureur peut démarer la procédure concernant des contraventions administratives dans les cas prévus par la loi.

**100) Functions of the public prosecutor in relation to criminal cases – please complete this table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 100 and indicate in particular if the data given include traffic offences:**

	Received by the public prosecutor	Discontinued by the public prosecutor because the offender could not be identified	Discontinued by the public prosecutor due to the lack of an established offence or a specific legal situation	Discontinued by the public prosecutor for reason of opportunity	Concluded by a penalty, imposed or negotiated by the public prosecutor	Charged by the public prosecutor before the courts
Total number of 1st instance criminal cases	48152		7184		1438	10340

Comment :

Le nombre de 48152 affaires pénales reçues par le procureur indiqué ci-dessus comprend toutes les affaires en procédure en 2008, y compris celles initiées avant le 1er janvier 2008.

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter  
 the characteristics of your system concerning timeframes of proceedings and the main reforms that have been implemented over the last two years

**Please indicate the sources for answering the questions 90 to 95 and 100:**

90-92, 94, 95 - Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire);

93 - Cour Supreme de Justice

100 - Parquet Général

## 5. Career of judges and prosecutors

### 5. 1. Appointment and training

#### 5. 1. 1. Recruitment, nomination and promotion

##### 101) How are judges recruited?

- Through a competitive exam (for instance after a law degree)?
- A specific recruitment procedure for legal professionals with long working experience in the legal field (for example lawyers)?
- A combination of both
- Other

Other, please specify:

##### 102) Are judges initially/at the beginning of their carrier recruited and nominated by:

- An authority composed of judges only?
- An authority composed of non-judges only?
- An authority composed of judges and non-judges?

##### 103) Is the same authority competent for the promotion of judges?

- Yes
- No

If no, please specify which authority is competent for the promotion of judges:

##### 104) Which procedures and criteria are used for promoting judges? Please specify.

Au sens de l'article 20 de la Loi n°544-XIII du 20/07/1995 sur le statut du juge, la promotion du juge ne se fait qu'avec son accord, sur proposition du Conseil Supérieur de la Magistrature, par le Président de la République de Moldova ou, le cas échéant, par le Parlement. La promotion se fait sur base de concours organisé par le Conseil Supérieur de la Magistrature. La promotion du juge au lieu d'un juge suspendu, dégreuvé, transféré ou détaché de la fonction n'est admise qu'avec son accord, par décision du Conseil Supérieur de la Magistrature.

L'expérience professionnelle et la participation à des cours de formation continue sont des critères majeurs à la promotion du juge.

Le juge soumis à une sanction disciplinaire ou qui n'a pas soutenu l'attestation, de même que le juge rétrogradé suite à la non-conformité du niveau des connaissances professionnelles, ne peut pas être promu, pendant une année, dans une instance hiérarchiquement supérieure à la fonction de président ou vice président de l'instance, dans le collège de qualification et dans le collège disciplinaire.

Dans la fonction de juge a la Cour d'Appel ou a la Cour Suprême de Justice peut être nommée la personne qui a une ancienneté de travail d'au moins de 6 ans et respectivement 10 ans.

**105) How are prosecutors recruited?**

- Through a competitive exam? (for example after a law degree)
- A specific recruitment procedure for legal professionals with long working experience in the legal field (for example lawyers)?
- A combination of both
- Other

Other, please specify:

**106) Are prosecutors initially/at the beginning of their carrier recruited and nominated by:**

- An authority composed of prosecutors only?
- An authority composed of non-prosecutors only?
- An authority composed of prosecutors and non-prosecutors?

**107) Is the same authority formally responsible for the promotion of prosecutors?**

- Yes
- No

If no, please specify which authority is competent for promoting prosecutors:

**108) Which procedures and criteria are used for promoting prosecutors? Please specify:**

Le procureur peut bénéficier de la promotion pour l'accomplissement adéquate de ses obligations de travail, pour ses capacités d'organisation et décisionnelles, selon l'attestation réalisée par le procureur hiérarchiquement supérieur. Selon l'article 20 de la Loi n° 118-XV du 14/03/2003, dans la fonction du procureur territorial, de procureur à la procuratoura spécialisée, de chef de la division structurale peuvent être nommées les personnes ayant une ancienneté dans le travail dans les organes de la Procuratoura d'au moins 5 ans.

**109) Is the mandate given for an undetermined period for judges?**

- Yes
- No

Are there exceptions? Please specify:

Pour la I fois le juge est nommé pour une période de 5 ans, puis la nomination est faite jusqu'à l'atteinte de l'âge de 65 ans.

**110) Is there a probation period for judges? If yes, how long is this period?**

	Yes	Duration of the probation period (in years)
Probation period for judges	Oui	5

**111) Is the mandate given for an undetermined period for prosecutors?**



Yes

No

Are there exceptions? Please specify:

Le mandat du Procureur Général, de ses adjoints, des procureurs territoriaux et de ceux spécialisés a une durée de 5 ans et est renouvelable une seule fois consécutivement.

**112) Is there a probation period for prosecutors? If yes, how long is this period?**

	Yes	Duration of the probation period (in years)
Probation period for prosecutors		

**113) If the mandate for judges/prosecutors is not for an undetermined period, what is the length of the mandate? Is it renewable?**

**Please specify the length**

for judges?  Yes

for prosecutors?  Yes

**You can indicate below:**

any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter

the characteristics of the selection and nomination procedure of judges and prosecutors and the main reforms that have been implemented over the last two years

Le 25 décembre 2008, le Parlement de la République de Moldova a adopté une nouvelle loi sur le parquet, qui est entrée en vigueur le 17 mars 2009.

[5. 1. 2. Training](#)

**114) Nature of the training of judges. Is it compulsory?**

Initial training

General in-service training

In-service training for specialised judicial functions (e.g. judge for economic or administrative issues)

In-service training for management functions of the court (e.g. court president)

In-service training for the use of computer facilities in the court)

**115) Frequency of the training of judges**

	Annual	Regular	Occasional
Initial training	No	Yes	No
General in-service training	No	Yes	No
In-service training for specialised judicial functions (e.g. judge for economic or administrative issues)	No	No	Yes
In-service training for			

management functions of the court (e.g. court president)	No	No	Yes
In-service training for the use of computer facilities in the court	No	No	Yes

### 116) Nature of the training of prosecutors. Is it compulsory?

- Initial training
- General in-service training
- Specialised in-service training (specialised public prosecutor)
- In-service training for management functions of the prosecution services (e.g. head prosecutor and/or managers)
- In-service training for the use of computer facilities in the public prosecution service)

### 117) Frequency of the training of prosecutors

	Annual	Regular	Occasional
Initial training	No	Yes	No
General in-service training	No	Yes	No
Specialised in-service training (specialised public prosecutor)	No	No	No
In-service training for management functions of the prosecution services (e.g. head prosecutor and/or managers)	No	No	No
In-service training for the use of computer facilities in the public prosecution service)	No	No	No

#### You can indicate below:

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- comments regarding the attention given in the curricula to the European Convention on Human Rights and the case law of the Court
- the characteristics of your training system for judges and prosecutors and the main reforms that has been implemented over the last two years

La formation initiale des candidats à la fonction de juge et procureur -la durée de formation initiale est de 18 mois.

La formation continue des juges et procureurs - on prévoit au minimum 40 heures par année.

En 2008 les juges et les procureurs ont bénéficié de 28 heures de formation en matière de la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et sur la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

La formation professionnelle continue des juges et des procureurs, le cas échéant, en en y entraînant aussi les avocats et les officiers de poursuite pénale.

Les groupes sont mixtes et selon la hiérarchie des instances: dans les mêmes groupes sont inclus les juges, ou le cas échéant, les procureurs des tribunaux et du parquet de différents degrés.

Le réseau de formateurs de l'Institut National de Justice est composé en prépondérance par les praticiens, y compris les formateurs du savoir faire non juridique, tels que: la psychologie

judiciaire, l'art de la parole, la communication persuasive, l'anglais et le français, les technologies de l'information.

## 5. 2. Practice of the profession

### 5. 2. 1. Salaries

**118) Salaries of judges and prosecutors: please complete the table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 118:**

	Gross annual salary (€)	Net annual salary (€)
First instance professional judge at the beginning of his/her career	3300	2640
Judge of the Supreme Court or the Highest Appellate Court	5100	4001
Public prosecutor at the beginning of his/her career	3207	2593
Public prosecutor of the Supreme Court or the Highest Appellate Instance	3775	2865

Comment :

**119) Do judges and public prosecutors have additional benefits?**

	Judges	Public prosecutors
Reduced taxation	No	No
Special pension	Yes	Yes
Housing	Yes	Yes
Other financial benefit	No	No

**120) If other financial benefit, please specify:**

**121) Can judges combine their work with any of the following other functions ?**

	Yes with remuneration	Yes without remuneration	No
Teaching	Yes	No	No
Research and publication	Yes	No	No
Arbitrator	No	No	Yes
Consultant	No	No	Yes
Cultural function	No	No	Yes
Other function	No	No	Yes

**122) If other function, please specify:**

**123) Can prosecutors combine their work with any of the following other functions ?**

	Yes with remuneration	Yes without remuneration	No
Teaching	Yes	No	No
Research and publication	Yes	No	No
Arbitrator	No	No	Yes
Consultant	No	No	Yes
Cultural function	No	No	Yes
Other function	No	No	Yes

**124) If other function, please specify:**

**125) Do judges receive bonus based on the fulfilment of quantitative objectives relating to the delivering of judgments?**

Yes

No

If yes, please specify:

**Please indicate the source for answering the question 118**

Ministère de la Justice (Département d'administration judiciaire), Cour Suprême de Justice, Parquet Général

### 5. 2. 2. Disciplinary procedures

**126) Which authority is authorized to initiate disciplinary proceedings against judges and/or prosecutors? Please specify:**

Selon l'article 10 de la Loi n° 950-XIII du 19/07/1996 sur le collège disciplinaire et sur la responsabilité disciplinaire des juges, tout membre du Conseil Supérieur de la Magistrature peut engager la procédure disciplinaire.

Selon l'article 9 de la Loi n° 921-XIII du 11/07/1996 concernant la stimulation des procureurs et des enquêteurs de la Procuratoura et leur responsabilité disciplinaire, en cas de manquements à la discipline des procureurs, leur sanctionnement est décidé par le Procureur Général sur proposition des chefs des sections du Parquet Général et, selon le cas, des procureurs des Parquets territoriaux et spécialisés.

**127) Which authority has the disciplinary power on judges and prosecutors? Please specify:**

Selon l'article 7 de la Loi n° 950-XIII du 19/07/1996 sur le collège disciplinaire et sur la responsabilité disciplinaire des juges, le collège disciplinaire constitué auprès du Conseil Supérieur de la Magistrature, examine les cas concernant la responsabilité disciplinaire des juges. Conformément à l'article 23 de ladite loi, la décision du collège disciplinaire peut être contestée au Conseil Supérieur de la Magistrature dans un délai de 10 jours par le juge visé par la décision

ou par la personne ayant initié la procédure disciplinaire.

Selon l'article 9 de la Loi n° 921-XIII du 11/07/1996 concernant la stimulation des procureurs et des enquêteurs de la Procuratoura et leur responsabilité disciplinaire, le Procureur Général dispose en exclusivité de l'application des sanctions prévues par la loi.

**128) Number of disciplinary proceedings initiated against judges and prosecutors: please complete the table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 128:**

	Judges	Prosecutors
Total number (1+2+3+4)	15	133
1. Breach of professional ethics		14
2. Professional inadequacy		119
3. Criminal offence		
4. Other		

Comment :

**129) Number of sanctions pronounced against judges and prosecutors: please complete the table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 129**

	Judges	Prosecutors
Total number (total 1 to 9)	11	93
1. Reprimand	6	39
2. Suspension		
3. Withdrawal of cases		
4. Fine		
5. Temporary reduction of salary		
6. Degradation of post		3
7. Transfer to another geographical (court) location		
8. Dismissal		3
9. Other	5	48

Comment :

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your system concerning disciplinary procedures for judges and prosecutors and the main reforms that have been implemented over the last two years

## 6. Lawyers

### 6. 1. Statute of the profession

#### 6. 1. 1. Profession

**130) Total number of lawyers practising in your country. If there is no data available, please indicate it (NA).**

1300

**131) Does this figure include legal advisors (solicitors or in-house counsellor) who cannot represent their clients in court? If no go to question 133.**

- Yes  
 No  
 Not applicable

**132) Number of legal advisors. If there is no data available, please indicate it (NA)**

0

**133) Do lawyers have a monopoly of representation in (multiple options are possible):**

- Civil cases\*?  
 Criminal cases - Defendant\*?  
 Criminal cases - Victim\*?  
 Administrative cases\*?

\* If appropriate, please specify if it concerns first instance and appeal. And in case there is no monopoly, please specify the organisations or persons which may represent a client before a court (for example a NGO, family member, trade union, etc) and for which types of cases:

Les affaires penales- Defendeur,- les avocats detiennent le monopole de representation en justice devant tous les niveaux d'instance.

Les affaires civiles - les personnes peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un représentant. Les personnes morales peuvent être représentées par leurs administrations ou par leurs représentants (art.75 CPC). Les personnes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs)(art.79 CPC).

Affaires penales -Victime,- Les victimes peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un avocat. Les personnes démunies peuvent être assistées par un avocat commis d'office, désigné pour octroyer l'assistance juridique garantie par l'Etat (art. 60 CPP). Les victimes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs) (art.77 CPP).

Affaires administratives - les personnes traduites devant la responsabilité administrative peuvent se représenter elles-mêmes ou par le biais d'un avocat (art.254 CCA). Les personnes sans capacité d'exercice ou avec une capacité réduite d'exercice sont représentées par leurs représentants légaux (les parents, les parents adoptifs, les tuteurs, les curateurs) (art.256 CCA).

**134) Is the lawyer profession organised through?**

- a national bar?  
 a regional bar?  
 a local bar?

Please specify:

Le Barreau des Avocats de la Republique de Moldova

**Please indicate the source for answering the questions 130 and 132:**

Le Barreau des Avocats de la Republique de Moldova

**6. 1. 2. Training****135) Is there a specific initial training and/or examination to enter the profession of lawyer?**

- Yes  
 No

**136) Is there a mandatory general system for lawyers requiring continuing professional training?**

- Yes  
 No

**137) Is the specialisation in some legal fields tied with a specific level of training/ qualification/ specific diploma or specific authorisations?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

L'avocat peut se spécialiser dans différentes branches du droit et exercer la profession en conformité avec al spécialité. (art.45 al.7 de la Loi n°1260-XV du 19.07.2002 sur la profession d'avocat)

**6. 1. 3. Fees****138) Can users establish easily what the lawyers' fees will be?**

- Yes  
 No

Please provide comments to explain the answer under question 138

**139) Are lawyers fees**

- regulated by law?

regulated by Bar association?

freely negotiated?

Please provide comments to explain the answer under question 139:

La valeur et la modalité de rémunération de l'honoraire des avocats qui prêtent la consultance juridique qualifiée garantie par l'Etat – sont établies par l'Arrêté du Conseil National sur l'Assistance Juridique Garantie par l'Etat et ne peut pas excéder 200 MDL par jour.

## 6. 2. Evaluation

### 6. 2. 1. Complaints and sanctions

#### 140) Have quality standards been formulated for lawyers?

Yes

No

#### 141) If yes, who is responsible for formulating these quality standards:

the bar association?

the legislature?

other?

Please specify (including a description of the quality criteria used):

#### 142) Is it possible to complain about

the performance of lawyers?

the amount of fees?

Please specify:

Les pétitions concernant les actions des avocats peuvent être déposées à l'adresse de la Commission d'Etiquette et de Discipline auprès du Barreau des Avocats.

#### 143) Which authority is responsible for disciplinary procedures

the judge?

the Ministry of justice?

a professional authority or other?

Please specify:

Selon l'article 41 de la Loi n° 1260-XV du 19 juillet 2002 sur l'organisation des avocats, la Commission d'Etiquette et de Discipline auprès du Barreau des Avocats examine les plaintes portées contre les actions des avocats et les cas de la transgression des normes disciplinaires et d'ethique professionnelle.

#### 144) Disciplinary proceedings initiated against lawyers: please complete the table. If



**the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 141:**

	Breach of professional ethics	Professional inadequacy	Criminal offence	Other
Annual number	28	16	2	7

Comment :

**145) Sanctions pronounced against lawyers : please complete the table. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

**Please provide comments to explain the answers to question 145:**

	Reprimand	Suspension	Removal	Fine	Other
Annual number	1		2		

Comment :

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter
- the characteristics of your system concerning the organisation of the Bar and the main reforms that have been implemented over the last two years

## 7. Alternative Dispute Resolution

### 7. 1. Mediation and other forms of ADR

#### 7. 1. 1. Mediation

**146) Does the legal system provide for mediation procedures? If no go to question 151**

Yes

No

**147) If applicable, please specify, by type of cases, the organisation of mediation**

	Possibility for private mediation proposed by the judge or court annexed mediation	Private mediator	Public authority (other than the court)	Judge	Prosecutor
Civil and commercial cases	No	No	No	No	No
Family law cases (ex. Divorce)	No	No	No	No	No
Administrative cases	No	No	No	No	No
Employment dismissals	No	No	No	No	No
Criminal cases	No	Yes	No	No	No

**148) Is there a possibility to receive legal aid for mediation procedures?**

Yes

No

If yes, please specify:

**149) Number of accredited mediators. If there is no data available, please indicate it (NA)**

56

**150) Please Indicate the total number of judicial mediation procedures per case category. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

civil cases?  Yes

family cases?  Yes

administrative cases?  Yes

employment dismissals?  Yes

criminal cases?  Yes

92

**Please indicate the source for answering the question 150:**

Institut des Réformes Pénales

### 7. 1. 2. Other forms of alternative dispute resolution

**151) Can you give information concerning other forms of alternative dispute resolution (e.g. arbitration, conciliation)? Please specify:**

L'arbitrage peut trancher un litige issu des rapports de droit civil dans le sens large, entre des parties ayant pleine capacité d'exercice, si le litige a été soumis par consentement mutuel pour solution par voie d'arbitrage, à l'exception des litiges dans des domaines exclus par la loi à être tranchés par voie d'arbitrage.

Le conflit collectif de travail peut être tranché dans le cadre d'une commission de conciliation.

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter**
- the characteristics of your system concerning ADR and the main reforms that have been implemented over the last two years**

Le 22 février 2008 le Parlement de la République de Moldova a adopté une Loi sur l'arbitrage, qui est entrée en vigueur le 20 mai 2008.

## 8. Enforcement of court decisions

### 8. 1. Execution of decisions in civil matters

#### 8. 1. 1. Functioning

**152) Do you have in your system enforcement agents (judicial officers)? If no go to question 154**

- Yes  
 No

**153) Number of enforcement agents. If there is no data available, please indicate it (NA).**

303

**154) Are enforcement agents (multiple options are possible):**

- judges?  
 bailiff practising as private profession ruled by public authorities?  
 bailiff working in a public institution?  
 other enforcement agents?

Please specify their status and powers:

Les huissiers judiciaires jouissent du statut de fonctionnaire public.

**155) Is there a specific initial training or examination to enter the profession of enforcement agent?**

- Yes  
 No  
 Not applicable

**156) Is the profession of enforcement agent organised by?**

- a national body?  
 a regional body?  
 a local body?  
 not applicable

**157) Can users establish easily what the fees of the enforcement agents will be?**

- Yes  
 No  
 Not applicable

**158) Are enforcement fees:**

- regulated by law?  
 freely negotiated?  
 not applicable

**Please indicate the source for answering the question 153:**

Le Département d'exécution relevant du Ministère de la Justice.

**8. 1. 2. Supervision****159) Is there a body entrusted with the supervision and the control of the enforcement agents?**

- Yes  
 No  
 Not applicable

**160) Which authority is responsible for the supervision and the control of enforcement agents:**

- a professional body?  
 the judge?  
 the Ministry of justice?  
 the prosecutor?  
 other?

Please specify:

Le contrôle organisationnel et administratif effectué par le Département d'exécution relevant du Ministère de la Justice.

Le contrôle procédural effectué par le tribunal.

**161) Have quality standards been formulated for enforcement agents?**

- Yes  
 No  
 Not applicable

If yes, who is responsible for formulating these quality standards and what are the quality criteria used?

Le Département d'exécution relevant du Ministère de la Justice.

**162) Is there a specific mechanism for executing court decisions rendered against public authorities, including the follow up to this execution?**

- Yes  
 No

if yes, please specify

En cas de non exécution du titre d'exécution dans le délai d'au plus six mois de la date de la proposition faite sur l'exécution volontaire, l'organe d'exécution encaisse incontestablement du compte du débiteur (l'autorité publique) la somme adjugée (art.36 de la Loi n°847-XIII du 24.05.1996 sur le système budgétaire et le processus budgétaire modifié par la Loi n°172-XVI du 10.07.2008).

**163) Is there a system for monitoring the execution?**

Yes

No

If yes, please specify

Les contrôles planifiés, inopinés et dans des cas concrets.

8. 1. 3. Complaints and sanctions

**164) What are the main complaints of users concerning the enforcement procedure? Please indicate a maximum of 3.**

no execution at all?

non execution of court decisions against public authorities?

lack of information?

excessive length?

unlawful practices?

insufficient supervision?

excessive cost?

other?

Please specify:

**165) Has your country prepared or has established concrete measures to change the situation concerning the enforcement of court decisions – in particular as regards decisions against public authorities?**

Yes

No

If yes, please specify:

Le 10 juillet 2008 a été adoptée la Loi n° 172-XVI portant amendement à certains actes normatifs, qui a modifié les dispositions de l'article 36 de la Loi n° 847-XIII du 24 mai 1996 sur le système budgétaire et le processus budgétaire et qui a investi l'huissier de justice avec le droit d'encaisser incontestablement des quantums allant jusqu'au 20% du budget brut de l'institution publique débitrice en vue de faire exécuter des jugements définitifs.

**166) Is there a system measuring the timeframes of the enforcement of decisions :**

for civil cases?

for administrative cases?

**167) As regards a decision on debts collection, can you estimate the average timeframe to notify the decision to the parties which live in the city where the court sits:**

- between 1 and 5 days  
 between 6 and 10 days  
 between 11 and 30 days  
 more

If more, please specify

7 jours

**168) Number of disciplinary proceedings initiated against enforcement agents. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

Total number of disciplinary proceedings	<input checked="" type="checkbox"/> number:	30
for breach of professional ethics	<input type="checkbox"/> number:	
for professional inadequacy	<input type="checkbox"/> yes, number:	
for criminal offence	<input type="checkbox"/> number:	
Other	<input type="checkbox"/> number:	

**169) Number of sanctions pronounced against enforcement agents. If the data are not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations.**

Total number of sanctions	<input checked="" type="checkbox"/> number:	30
Reprimand	<input checked="" type="checkbox"/> number:	22
Suspension	<input type="checkbox"/> number:	
Dismissal	<input type="checkbox"/> number:	
Fine	<input type="checkbox"/> number:	
Other	<input checked="" type="checkbox"/> number:	8

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter  
 the characteristics of your enforcement system of decisions in civil matters and the main reforms that has been implemented over the last two years

A la réponse n° 167 - l'article 259 du Code de procédure civile dispose la notification de la copie de la décision judiciaire aux parties n'ayant pas participé à la séance judiciaire lors du prononcé de ladite décision dans un délai de 7 jours à compter du jour où la décision motivée a été rendue. Selon l'article 242 du Code de procédure civile, la rédaction de la décision motivée peut être effectuée pendant 15 jours au maximum. Selon le Code d'exécution, l'huissier judiciaire fixe pour l'exécution volontaire un délai allant jusqu'au 15 jours (article 56).

**Please indicate the source for answering the questions 167, 168 and 169:**

Département d'exécution relevant du Ministère de la Justice.

## 8. 2. Execution of decisions in criminal matters

### 8. 2. 1. Functioning

#### **170) Is there a judge who is in charge of the enforcement of judgments?**

Yes

No

If yes, please specify his/her functions and activities (e.g. Initiative or control functions). If no, please specify which authority is entrusted with the enforcement of judgements (e.g. prosecutor):

Selon l'article 468 du Code de procédure pénale, la juridiction ayant examiné l'affaire en première instance est chargée d'envoyer la décision pour sa mise en exécution. Conformément à l'article 471 du CPP, les questions concernant la mise en exécution des arrêts judiciaires est solutionnée par le juge d'instruction à la démarche de l'organe ou de l'institution chargée de la mise en exécution de la peine.

#### **171) As regards fines decided by a criminal court, are there studies to evaluate the effective recovery rate?**

Yes

No

If yes, please specify:

#### **You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter**
- the characteristics of your enforcement system of decisions in criminal matters and the main reforms that have been implemented over the last two years**



## 9. Notaries

### 9. 1. Statute

#### 9. 1. 1. Functioning

**172) Do you have notaries in your country? If no go to question 177**

- Yes  
 No

**173) Is the status of notaries (if the data are not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations):**

a private one (without control from public authorities)?	<input type="checkbox"/> number	
a status of private worker ruled by the public authorities?	<input type="checkbox"/> number	
a public one?	<input checked="" type="checkbox"/> number	282
other?	<input type="checkbox"/> number	

Comment :

**174) Do notaries have duties:**

- within the framework of civil procedure?  
 in the field of legal advice?  
 to authenticate legal deeds?  
 other?

Please specify:

Le notaire accomplit les actes notariaux suivants:

La légalisation des signature apposées sur les documents;

La légalisation des copies des documents et des extraits des documents;

La traduction et la légalisation des traductions;

Les actes de protestes des traites;

La présentation des chèques en vue du paiement et la certification de l'omission de leur règlement;

La réception en vue du dépôt des sommes d'argent et des titres des valeurs;

La garde des documents;

La médiation dans les conditions de la loi;

**Please indicate the source for answering the question 173**

Ministère de la Justice

#### 9. 1. 2. Supervision

**175) Is there an authority entrusted with the supervision and the control of the notaries?**

- Yes

No

**176) Which authority is responsible for the supervision and the control of the notaries:**

- a professional body?  
 the judge?  
 the Ministry of justice?  
 the prosecutor?  
 other?  
 not applicable

Please specify:

Selon l'article 28 de la Loi sur le Notariat n°1453 -XV du 08.11.2002, la supervision exercee par le Ministère de la Justice reside dans l'organisation des controles de l'activite des notaires, y compris la tenue des registres des notaires, la garde des documents, l'utilisation du lien electronique avec les registres moyennant le reseau electronique, le respect des heures de programme etc. Le controle est organise une fois dans deux ans. Les controles complementaires seront effectues si des donnees dument etre soumises a la verification surviennent.

En vertu de l'article 29 de la meme Loi on prevoit le controle judiciaire de l'activite des personnes qui deroulent une activite notariale, exerce par l'instance de jugement. Les actes notariaux peuvent être contestés dans les conditions de la loi par les parties ou par toute personne intéressée devant les tribunaux de droit commun de la circonscription territoriale dont le notaire déroule son activité.

L'activité financière du notaire est soumise au contrôle des organes étatiques habilités, dans les conditions de la loi.

**You can indicate below:**

- any useful comments for interpreting the data mentioned in this chapter**  
 **the characteristics of your system of notaries and the main reforms that have been implemented over the last two years**

Le notariat en République de Moldova c'est une institution publique de droit habilitée à assurer, dans les conditions de la loi, la protection des droits et des intérêts légaux des personnes et de l'Etat, par la rédaction des actes notariaux au nom de la République de Moldova.

## 10. Court interpreters

### 10. 1. function

#### 10. 1. 1. Statute

**177) Is the title of court interpreter protected?**

- Yes  
 No

**178) Is the function of court interpreter regulated?**

- Yes  
 No

**179) Number of certified court interpreters. If the data is not available (NA) or not applicable (NAP) please indicate it in the table with the relevant abbreviations**

NA

**180) Are there binding provisions regarding the quality of court interpreting in judicial proceedings?**

- Yes  
 No

If yes, please specify:

**181) Are the courts responsible for the selection of court interpreters?**

- Yes  
 No

Please provide comments to explain the answers to question 178 (in particular, if no, which authority selects court interpreters?) :

A ce sujet, on vous informe qu'en République de Moldova, seulement le 11 décembre 2008 a été adopté la Loi n° 264-XVI sur l'autorisation et le paiement des interprètes et des traducteurs entraînés par le Conseil Supérieur de la Magistrature, le Ministère de la Justice, le Parquet, les organes de poursuite pénale, les instances judiciaires, les notaires, les avocats et les huissiers de justice, qui est entrée en vigueur le 20 septembre 2009.

## 11. Functioning of justice

### 11. 1. Foreseen reforms

#### 11. 1. 1. Reforms

**182) Can you provide information on the current debate in your country regarding the functioning of justice? Are there foreseen reforms? For example changes in legislation, changes in the structure of the judiciary, innovation programmes, etc. Please specify:**

1. Par son arrêt n° 39 du 18 mars 2010, le Parlement a adopté la Conception du financement du système judiciaire visant l'amélioration du système judiciaire de la République de Moldova dans le but d'assurer l'indépendance et l'efficacité de la justice dans le contexte de la réalisation des engagements assumés par notre Etat devant le Conseil de l'Europe et l'Union Européenne concernant l'assimilation des standards internationaux en la matière.
2. Le 20 mai 2010, le Parlement a approuvé en première lecture le projet de loi sur les mesures visant la liquidation des instances économiques et militaires et la transmission de leurs compétences spécialisées et aux instances de droit commun.
3. Le 11 mars 2010, le Gouvernement a approuvé le projet de Loi modifiant et complétant l'article 71 de Loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature. Le but du projet c'est de concrétiser le contenu de certaines compétences de l'inspection judiciaire en référence à l'examen des pétitions des citoyens dans les problèmes tenant de l'éthique judiciaire faites à l'adresse du Conseil Supérieur de la Magistrature. A présent, le projet en question se trouve devant le Parlement aux fins de l'examen.
4. Le 15 avril 2010, le Gouvernement a approuvé le projet de Loi modifiant e complétant certains actes législatifs (la Loi sur le statut du juge, la Loi sur le collège disciplinaire et la responsabilité disciplinaires des juges et la Loi sur le Conseil Supérieur de la Magistrature). Le but du projet c'est de perfectionner le mécanisme de traduction des juges devant la responsabilité, d'éviter l'immixtion dans l'activité du juge dans le procès d'examen des affaires, ainsi que d'assurer l'impartialité et l'indépendance des juges dans le procès d'examen des affaires. A présent, le projet en question se trouve devant le Parlement aux fins de l'examen.
5. Un projet de loi visant le transfèrement du Département de l'administration judiciaire de la subordination du Ministère de la Justice dans la subordination du Conseil Supérieur de la Magistrature a été également élaboré.
6. Un groupe de travail a été institué aux fins d'assurer la révision des procédures civiles et pénale et de préparer les propositions d'amendements des Codes de procédure civile et pénale en ce sens.
7. Le Parlement a adopté en première lecture le projet de Loi sur les huissiers judiciaires qui prévoit l'institution du système des huissier judiciaires privés et la création de l'espace de libre compétition et de motivation des huissiers judiciaires et aussi la garantie de libre accès des citoyens aux services prêts par les huissiers. Le projet sera examiné en seconde lecture le 3 juin 2010.
8. Pour réorganiser l'institution de l'organisation des avocats, le Parlement a adopté en première lecture le projet de Loi modifiant et complétant certains actes législatifs, projet opérant également des amendements dans la Loi sur l'organisation de la profession d'avocat. L'objectif de ce projet c'est de changer la vision per ansamblu sur le rôle de l'institution de l'avocat et de l'organisation de la profession d'avocat.